

Gilets jaunes: les maires ruraux varois reviennent dans le jeu

Dépossédés un peu plus chaque année de leurs moyens et de leurs compétences, les maires ruraux ont peut-être trouvé une belle façon de démontrer toute l'utilité de leurs communes.

Alors que le mouvement des Gilets jaunes a révélé au grand jour le profond fossé qui sépare le peuple des dirigeants, les maires ruraux, à l'appel de leur bureau national, se proposent ainsi de servir de relais, de jouer les intermédiaires entre les manifestants et l'exécutif.

Comment? En ouvrant les portes des mairies ce samedi 8 décembre et en y recueillant dans un cahier des doléances de leurs administrés. «*L'idée est de donner réellement la parole à tous ceux qui manifestent, de leur permettre de s'exprimer autrement que sur les réseaux dits sociaux*», explique André Guiol, le président des maires ruraux du Var. Montrant l'exemple, le maire de Néoules accueillera ses administrés



Président de l'association des maires ruraux du Var, André Guiol, maire de Néoules, ouvrira un cahier de doléances ce samedi 8 décembre. Il invite ses collègues à en faire autant.

(Doc. V. M.)

demain à l'hôtel de ville. Et dans un mail envoyé mercredi 5 décembre, il invite ses 108 collègues varois à en faire autant.

Redonner du pouvoir d'achat

Pour André Guiol, confronté quotidiennement aux fins

de mois difficiles d'une partie de ses concitoyens, le mouvement social est compréhensible. «*La colère des gens va au-delà de la simple taxe carbone. La vraie raison, c'est la baisse du pouvoir d'achat. Si l'état remplit assez bien son rôle pour les exclus du système, ce n'est plus le cas pour les gens qui ne gagnent que 1 200 euros par mois. Une fois qu'ils ont payé leur loyer, les factures, l'essence... il ne leur reste plus rien. Alors il ne faut pas s'étonner que la suppression de l'impôt sur la fortune ait fait naître chez eux un profond sentiment d'injustice*», explique l'élu rural.

Pour André Guiol, la solution passe donc forcément par «*une hausse significative du SMIC*». Et conscient des menaces qu'une telle mesure ferait peser sur la compétitivité des entreprises, notamment à l'export, il propose que «*les 40 milliards d'euros que rapporte le CICE soient utilisés pour aider ces entreprises*».

P.-L. PAGÈS

plpages@varmatin.com